economiesuisse

La Suisse entend-elle précipiter sa propre chute ?

Imaginons que vous soyez un entrepreneur étranger et que vous cherchiez des possibilités d'investissement adaptées ou le site idéal pour vos affaires en Europe. Un petit pays arrive au sommet de votre liste : la Suisse. Ce nom est garant de fiabilité, de sécurité juridique et de stabilité. C'est donc là que vous souhaitez établir des relations commerciales à long terme et créer des emplois. Et pourtant, le doute s'immisce en vous. En effet, vous lisez de plus en plus souvent dans la presse qu'il est question d'introduire un diktat salarial de l'État, des salaires minimums obligatoires et un impôt sur les successions national, voire de mettre en jeu la libre circulation des personnes, accords bilatéraux compris. On pourrait croire que le pays le plus innovant et le plus compétitif du monde cherche à précipiter sa propre chute. Voyant que la liberté entrepreneuriale pourrait être restreinte, il n'est pas étonnant que vous hésitiez et suspendiez vos projets d'investissement.

Le fait est que d'autres investisseurs étrangers réagissent comme vous : la Conférence des directeurs cantonaux des finances a annoncé récemment que le nombre d'entreprises étran-gères venues s'installer en Suisse en 2012 avait reculé de 20 % environ par rapport à l'année précédente. Si l'on considère les emplois, la chute atteint même les 40 %. Aussi est-il essentiel que le souverain suisse évalue les projets soumis en votation dans une optique à long terme et qu'il oppose un refus ferme aux initiatives hostiles à l'économie. Afin que l'attractivité de la place économique et la Suisse restent des partenaires fiables – et que les investisseurs ne finissent pas par changer d'avis.